



CONVERGEONS !

**Le bulletin de**

onvergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

→ L'Édito *(Bernard Defaix)*

C'EST LE MOMENT D'AGIR... ET DONC, PARTOUT, DE REVENDIQUER UNE AUTRE POLITIQUE, D'EXPLIQUER, PARTOUT, POURQUOI ELLE EST POSSIBLE ET NÉCESSAIRE !

Jamais je n'ai eu autant envie d'être « basique » ! Donc, je vais oser rappeler (« oser » car cet éditto va d'abord circuler auprès de militants souvent bien plus aptes que moi à se faire entendre) que nous avons UN SEUL DEVOIR en cette rentrée sociale 2011 : convaincre les gens qu'ILS PEUVENT CHANGER LA DONNE s'ils s'engagent, et pas seulement en votant en 2012 pour un vrai programme de gauche se confrontant réellement aux puissances financières, mais TOUT DE SUITE, pour revendiquer PUBLIQUEMENT ce qui est scandaleusement refusé à des millions d'entre eux : le droit au travail, à la nourriture, au logement, le droit à l'eau, à l'énergie, le droit à l'éducation, à la sécurité sociale, bref, le droit à la liberté, la dignité, l'égalité !

Cependant, soyons vigilants dans notre entourage et auprès des jeunes concernant l'inscription sur les listes électorales. Évitions toute bienveillance envers l'abstention, dont les pouvoirs en place se fichent éperdument malgré leurs discours hypocrites sur le civisme !.

Les peuples arabes viennent de faire une démonstration éclatante qu'une volonté politique, dès lors qu'elle est portée par les foules, peut vaincre la peur et renverser les régimes tyranniques décrétés intouchables !

Il y a des vérités incontournables, politiquement justes et simples à faire passer : OUVRONS GRAND LE DÉBAT ! Nous ne payerons pas une dette organisée par les pouvoirs en place et les banques, une dette dramatisée pour foutre la trouille et dont les modes de calcul sont aux mains des financiers, une dette qui n'existerait pas si les richesses que nous produisons n'étaient pas détournées au profit des spéculateurs dont les coffres se remplissent en permanence y compris quand ils dorment !!!

Nous avons à dire à tous nos députés (et heureusement certains pensent comme nous !) « ne votez pas l'inscription de l'austérité dans la Constitution, sinon vous répondez de cet attentat contre la souveraineté populaire devant l'Histoire ! »

→ Le Sommaire

P. 1 et 2 : L'Édito

P. 2 : *L'automne pour changer la donne*

P. 3 à 6 : *Dossier : spécial Sécurité sociale / Pensions des retraités laminés*

P. 7 : *Créons un comité national pour défendre et développer la Sécurité sociale que nous voulons !*

P. 8 : *Accueil et scolarisation des jeunes enfants : un plan d'urgence ! / Éducation : la crise a bon dos !*

→ À Noter

▶ **16, 17 et 18 Septembre** : Fête de l'Huma.

▶ **24 septembre** : à 11h, manifestation nationale autour des Lilas des maternités et centres IVG et du droit des femmes à l'appel du Collectif Maternité des Lilas et du Collectif du 2 avril - Notre Santé en Danger.

▶ **27 septembre** : journée nationale Éducation.

▶ **6 octobre** : manifestation des retraités pour la prise en charge de la perte d'autonomie et la défense du pouvoir d'achat.

▶ **11 octobre** : journée d'action interprofessionnelle pour une autre politique publique, pour l'emploi et les services publics.

▶ **12 octobre** : 1er Forum alternatif aux PPP organisé par le CIDEFE.

▶ **Du 1^{er} au 4 novembre** : Forum alternatif au G20 à Nice :

www.mobilisationsg20.org/

▶ **Fin novembre** : appel à une semaine d'actions décentralisées pour le droit à la santé en lien avec le vote du PLFSS.

www.convergence-sp.org – contacts : nosfuturs@aliceadsl.fr / 06 88 26 91 22

Pour recevoir le bulletin mensuel et le journal trimestriel de Convergence ou envoyer vos articles, infos et billets d'humeur, écrire à infosconvergences@gmail.com

→ L'Édito *(suite)*

Nous avons à dire qu'il faut des emplois, des services publics qui fonctionnent, accessibles à toutes et tous, des usines qui tournent, pour satisfaire les besoins des populations qu'elles doivent définir elles-mêmes, démocratiquement, afin que chacune et chacun puisse exercer ses droits, dans l'égalité.

Cette politique soumise à la finance et aux actionnaires, cette politique de la peur du chômage, de la précarité, de la pauvreté, à l'usine, au bureau, cette pression médiatique qui nous formate le cerveau, ça doit cesser !

Les peuples d'Europe doivent se lever pour dire NON à cette Union européenne que le Capital et son personnel politique nous fabriquent et qui casse la véritable entente européenne que nous voulons, faite de solidarité sociale et de coopération ! La guerre économique, la concurrence mortelle entre les peuples décrétés « méritants » et les peuples « parasites », ça suffit ! IL FAUT CHANGER ! et au cœur de ce changement, mettre la justice sociale, l'intérêt général avec les Biens Communs et les Services Publics, la paix !

Pour commencer, tout au long du mois de septembre, soyons des dizaines, des centaines de milliers dans la rue, avec le mouvement social et ces mots d'ordre-là, dans les multiples forums, rassemblements et manifestations, le 11 octobre aussi à l'appel des confédérations syndicales

ALORS, ALLONS-Y !!!



→ L'automne pour changer la donne *(Patrick Hallinger)*

Comment accepter la mise en cause des acquis sociaux, de nos services publics, des droits et libertés au nom d'un nouvel ordre mondial dicté par la grande finance ? C'est elle qui porte la responsabilité de la crise !

Les États se sont endettés pour éviter la faillite des banques et des grandes sociétés. Pourquoi les peuples devraient-ils payer la facture ? Pourquoi accepteraient-ils un recul sans précédent de leur niveau de vie pour assurer les profits des grandes firmes mondialisées ?

Ceci est tellement absurde qu'on a même vu, pour tenter de faire passer la pilule, jusqu'à madame Bettencourt, et d'autres dirigeants milliardaires de grandes sociétés, plaider pour une taxation des hauts revenus. Rassurez-vous c'est symbolique, comme les pièces jaunes : cela leur coûtera 200 millions d'euros, alors que la réforme de l'ISF leur en a fait gagner 2 milliards !

Dans tous les pays d'Europe, au nom du pacte euro-plus et de la « règle d'or », les gouvernants réduisent brutalement leurs dépenses publiques et leurs services publics.

Les droits fondamentaux du citoyen sont aujourd'hui déniés: droit au travail, à la santé, au logement, ...

Mais cela ne leur suffit pas ! Le Premier ministre vient d'annoncer de nouvelles mesures d'austérité qui vont se traduire par de nouvelles coupes dans les services publics. Le rideau de fumée sur leur projet commence à se lever. Copé déclare le 10 août dernier qu'« après la réforme des retraites, il faut maintenant la réforme de la dépendance et celle de l'assurance-maladie » ... Des idéologues ultra-libéraux au chevet du gouvernement prônent l'extension du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans les collectivités et à l'hôpital, la privatisation de la météo, de Pôle emploi, et l'expérimentation de la privatisation de la Santé et de l'Éducation, le recrutement des fonctionnaires sous contrat de droit privé, etc.

Ensemble, résistons, allons à la reconquête des droits du citoyen et du service public !

On l'a vu cet été, la mobilisation citoyenne sur la question de la santé a empêché le gouvernement de sortir son projet de loi sur la dépendance qui devait ouvrir les portes de la santé aux assurances privées. Les rassemblements se sont multipliés contre la fermeture des hôpitaux et maternités de proximité avec bien souvent des succès. Il en est de même des actions contre les fermetures de classe.

Cet automne doit être celui des rassemblements citoyens pour résister, remettre le service public au cœur du projet de société.

► Notamment avec le grand rendez vous sur la santé du **24 septembre** pour le maintien de la maternité des Lilas en région parisienne, dans lequel pourront se retrouver tous ceux qui agissent pour le droit à la santé pour tous dans les départements et les régions ;

► **le 27 septembre** pour le droit à l'éducation ;

► **le 11 octobre** à l'occasion de la journée d'action inter-professionnelle contre le plan d'austérité gouvernemental et pour une autre répartition des richesses et des politiques publiques priorisant l'emploi et les services publics.

Ces actions doivent pouvoir s'amplifier avec d'ores et déjà l'appel du collectif national santé à une semaine d'action décentralisée fin novembre en lien avec le vote du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS).

Les candidats à la présidentielle doivent prendre conscience de la détermination des citoyens. Nous refusons une société qui permettrait aux privés d'emploi et aux salariés de vivre grâce aux pièces jaunes des riches, à condition qu'il s'en disent rien, qu'ils ne décident rien. La démocratisation de notre société est une nécessité, une nouvelle répartition des richesses un impératif, la mobilisation notre outil. Rassemblons, mobilisons, agissons !

→ Le Dossier : spécial Sécurité sociale *(Jean-Claude Chailley)*

Nous considérons que la santé / la Sécurité sociale sont une priorité incontournable.

- Les textes fondateurs sont plus actuels que jamais.
- Ils sont niés par les lois de finance, le Pacte pour l'euro, les agences de notation.
- Les chiffres officiels montrent que la Sécurité sociale EST actuellement EXCÉDENTAIRE, qu'il est possible de satisfaire les besoins dans toutes les branches. Mais attention aux « niches » piégées.
- La proposition de réforme Parisot – Copé – Péresse ... est grosse de menaces.
- Contre le démantèlement en cours, pour la satisfaction des besoins, nous appelons l'ensemble des forces progressistes, partis, syndicats, associations à mener une lutte unitaire et résolue, notamment contre le PLFSS.

I - Les textes fondateurs plus actuels que jamais

OMS : la santé est un « état de complet bien-être physique, mental et social et ne consistant pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

Ordonnance du 4 octobre 1945 :

« ...La sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes... » « Envisagée sous cet angle, la sécurité sociale appelle l'aménagement d'une vaste organisation nationale d'entraide obligatoire... ».

- La Sécurité sociale repose sur le caractère OBLIGATOIRE de l'affiliation. C'est pourquoi nous nous opposons à toute mesure qui, sous prétexte de fausse « liberté » ou de réduction des prélèvements obligatoires, vise à lui substituer les assurances privées plus chères, aléatoires et inégalitaires.

Cour de cassation, 29 juin 2011 : « Le droit à la santé et au repos est au nombre des exigences constitutionnelles. »

II - Remise en cause théorique (et pratique) des textes fondateurs : un acharnement anti-thérapeutique

Loi de financement rectificative de la Sécurité sociale pour 2011 :

« ... les dépenses... des régimes de base de Sécurité sociale... sont influencés par l'environnement économique général... ». « La trajectoire des comptes des régimes de Sécurité sociale... est conforme aux engagements pris par le Gouvernement dans le programme de stabilité européen, à savoir la limitation du déficit des administrations publiques... ».

Pacte pour l'euro plus :

« Viabilité des retraites, des soins de santé et des prestations sociales » ...en lien avec « le niveau d'endettement. »

Standard & Poors, 10 juin : « Si les autorités françaises ne poursuivent pas la réforme du système de retraites, ne continuent pas de modifier le système de Sécurité sociale et ne consolident pas la situation budgétaire face à la hausse des dépenses de santé et de retraites, il est peu probable que Standard & Poor's maintienne sa note AAA. »

- La Sécurité sociale, dans le traité de Lisbonne, est intégrée dans le déficit dit à dessein « des administrations », ce qui induit en creux la réforme souhaitée.
- Le gouvernement, l'UE, ne partent plus des besoins, mais des ressources budgétaires disponibles après avoir accordé la priorité au renflouement des banques, cédé au chantage au « triple A »...
- C'est la négation des principes fondateurs de la Sécurité sociale.

La propagande éhontée : sait-on par exemple que l'Allemagne dépense pour la santé 6 % de plus par habitant que la France (*OCDE health data*), soit l'équivalent de 11 mds € de plus pour l'assurance maladie ?

III - Le financement

1 - Loi de financement rectificative 2011 :

(En milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	173,1	183,3	- 10,2
Vieillesse	193,9	202,0	- 8,2
Famille.....	52,8	55,6	- 2,8
Accidents du travail et maladies professionnelles.....	13,0	12,9	0,1
Toutes branches (hors transferts entre branches).....	427,3	448,3	- 21,0

Ensemble des régimes obligatoires de base. Le régime général a amélioré ses résultats de 1,5 md € par rapport au PLFSS 2011. On considère en général que la moitié du « déficit » est dû à la crise.

2 - Exonérations 1992 - 2009 (source annexe 5 PLFSS 2011)

Année	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Total généré
Exonération	1	2	2,8	4,3	7,9	9,5	8,9	9,4	13,3	
dont non compensée	0,9	1,4	1,9	1,9	2	2	2,1	2,4	2,4	
Total	1,9	3,4	4,7	6,2	9,9	11,5	11	11,8	15,7	
Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	1992-2009
Exonération	15,9	17,1	17,4	18	19	21,5	24,4	28,2	27,3	247,9
dont non compensée	2,4	2,3	2,2	2,1	2,1	2,4	2,7	2,5	2,6	38,3
Total	18,3	19,4	19,6	20,1	21,1	23,9	27,1	30,7	29,9	286,2

On note une augmentation régulière depuis 20 ans, un peu freinée par la crise. Aux 286 mds € d'exonérations de 1992 à 2009, s'ajouteront environ 60 M € en 2010 et 2011 pour un total de près de 350 mds €.

3 - Les exemptions d'assiette (source Conseil des prélèvements obligatoires : « entreprises et « niches » fiscales et sociales octobre 2010). Par définition elles ne sont pas compensées.

Coût social des exemptions	2010
Coût pour la SS	24,7
Coût pour les autres organismes	24
Dont UNEDIC	6
Dont RCO et AGFF (retraite compl)	14
Total 2010	48,7

- **La Sécurité sociale EST EXCEDENTAIRE** : selon l'ACOSS et le CPO il y a environ 2,6 + 24,7 = 27,3 mds € non compensés pour un déficit de 21 mds €. **Excédent : 6 mds €.**
- Près de 50 mds € d'exemptions par an sur la protection sociale, s'ajoutant aux exonérations, dont des sommes très importantes pour l'UNEDIC, les retraites...
- Le total des exonérations et exemptions représente une part importante de la dette dont on parle tant.

4 - La fraude

Selon la Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la SS de juin dernier, citée par Marianne du 13 août, il y aurait **20 mds € de fraude sociale par an**. (La fraude fiscale s'y ajoute). La fraude doit beaucoup au choix politique de diminuer les moyens de l'inspection du travail, des prud'hommes...

5 - Le stress au travail

Selon l'économiste (« atterré ») Jacques Sapir dans son livre « *Démondialisation* » le stress coûterait jusqu'à 2 à 3 points de PIB, soit 40 à 60 mds € par an.

Outre les suicides, il y a de toute évidence de nombreux arrêts de travail, souvent de longue durée, donc fort coûteux, dus à la souffrance au travail.

6 - Mesures de financement

Certaines des organisations membres de Convergence, notamment des partis politiques, ont leurs propositions spécifiques (taxer les revenus financiers...). C'est l'objet du débat de la présidentielle.

En tout cas la 1^{ère} mesure de financement est **l'augmentation des salaires et de l'emploi** : les cotisations liées au salaire sont de l'ordre de 250 mds € par an. La part des salaires dans la valeur ajoutée – qui est un indicateur partiel – a baissé de 6, 8 ou 10 points selon les références qu'on prend, entraînant un manque très important pour la Sécurité sociale (ce qui n'a empêché ni la désindustrialisation, ni la dégradation de la balance commerciale, ni la crise, bien au contraire).

7 - Danger : « niches » piégées

La dénonciation par les libéraux des « niches » fiscales et sociales est suspecte car ils en créent sans cesse (voir § 8).

En réalité ils tentent de réaliser **un consensus général « anti-niches » pour masquer des mesures d'austérité**.

- L'augmentation des taxes des mutuelles va être répercutée dans les tarifs. Une 1^{ère} hausse générale de la CSG est décidée, il y a forte menace d'augmenter la CSG des retraités, d'augmenter les impôts en supprimant l'abattement de 10 % sur les revenus, taxer les allocations familiales...
- Bien sûr il faut supprimer beaucoup des exonérations / exemptions, mais avec discernement et, s'il y a lieu, mesures de compensation. Il ne s'agit pas des « niches » de N. Sarkozy et J.-F. Copé, qu'il veulent au contraire augmenter au nom de l'emploi, de la compétitivité, du Pacte euro plus, de la dette, ...

8 - Réforme Parisot, Copé, Péresse..., du financement de la Sécurité sociale : une bien vieille (et bien coûteuse) proposition

Il s'agit de transformer en palais la « niche » des exonérations de cotisations sociales patronales.

- Rappel : la cotisation sociale tire son origine des mutuelles ouvrières. C'est donc un élément fondateur de la Sécurité sociale.

Pour introduire le patronat dans les organismes dirigeants, on a distingué une part dite salariale et une part dite patronale. Mais les deux sont une partie du salaire qui est socialisée au lieu d'être versée immédiatement et individualisée.

Deux objectifs aussi vieux que le patronat :

- réduire le coût du travail : le moins possible de salaire et le plus possible d'exonérations de cotisations sociales dites « charges patronales » ;
- ouvrir toujours plus le marché au privé (assurances complémentaires santé, retraite, autonomie, ...).

La proposition du président de l'UMP, J.-F. Copé, et du MEDEF, consiste à supprimer massivement des cotisations patronales, ce qui augmenterait la grosse « niche » exonérations. Pour compenser, il propose de créer une TVA dite « anti-délocalisation », payée par les ménages. Pour sa part M. Valls fait campagne sur la même proposition mais l'appelle TVA « sociale ». D'autres envisagent la CSG.

IV – Appel de la Convergence

Les rapports officiels prouvent que la Sécurité sociale, en période de crise, est excédentaire. En outre les marges de manœuvre existent. Non seulement la régression ne doit en aucun cas se poursuivre, mais il est possible de donner à la Sécurité sociale les moyens dont elle a besoin pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population : santé, retraites, politique familiale, ...

La Convergence réitère son appel aux forces politiques, syndicales, associatives à mener ce combat, notamment en construisant une forte mobilisation unitaire contre le PLFSS 2012.

Signez la pétition : www.resistancesociale.fr ou www.convergence-sp.org



LES PENSIONS DES RETRAITÉS LAMINÉES

Communiqué de L'Union Nationale Des Retraités Et Personnes Âgées du 30/08/2011

Sous prétexte de crise et pour limiter la dette publique, dont il est responsable de l'explosion, le gouvernement Fillon a mis en place un nouveau plan de rigueur qui fait payer très très peu les grandes fortunes mais beaucoup le reste des Français, dont les retraités.

Ils sont en première ligne des victimes de ces mesures iniques qui mettent à mal le pouvoir d'achat des pensions. Combien seront-ils à rejoindre les 1,5 million, déjà sous le seuil de pauvreté en 2009 (+ 40 % depuis 2003) ?

Les cotisations des mutuelles (transformées en collecteurs d'impôt) sont augmentées par une taxe de 3,5 %. S'ajoutera une nouvelle fois les transferts insidieux des charges de la Sécurité sociale, d'où des hausses de l'ordre de 8 % ! Pour beaucoup de retraités ces mesures seront insupportables. Combien abandonneront les mutuelles faute de moyens ? Combien renonceront encore aux soins ?

On prépare déjà les retraités à de nouvelles pertes de pouvoir d'achat comme la suppression de l'abattement spécial de 10 % sur leur déclaration d'impôt. De même le nouveau report de la discussion par le Parlement de la réforme de la prise en charge de la perte d'autonomie démontre que ce n'est pas un bon projet. Cela confirme les inquiétudes de l'UNRPA qui estime que ce projet organise le désengagement de la solidarité nationale pour faire la part belle aux solutions individuelles et aux assurances.

L'UNRPA ne peut que condamner l'ensemble de ces mesures qui ne répondent qu'à l'intérêt des grosses fortunes et des actionnaires au détriment, entre autres, des retraités. Elle propose au contraire une relance économique par l'augmentation du pouvoir d'achat des pensions et des salaires, le retour aux principes fondateurs de la sécurité sociale pour une prise en charge à 100 % des dépenses de santé dont celles liées à la perte d'autonomie, la déduction des cotisations de mutuelle dans les déclarations d'impôts, etc. Elle invite ses adhérents à se mobiliser, à participer nombreux aux diverses manifestations, à continuer de signer et de faire signer sa pétition sur la perte d'autonomie.

**CRÉONS UN COMITÉ NATIONAL POUR DÉFENDRE ET DÉVELOPPER
LA SÉCURITÉ SOCIALE QUE NOUS VOULONS !** (Michel Jallamion)



Les 9èmes Vendémiaires coorganisées par Résistance Sociale et Convergence avant les vacances d'été ont débouché sur notre volonté de lancer un signal d'alarme et un appel pressant concernant NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE ET SON AVENIR.

Cet appel se veut être un facilitateur des convergences nécessaires sur cet enjeu crucial. Il se veut donc une incitation et une aide au regroupement de l'ensemble des forces de progrès pour sauver et développer notre Sécurité sociale qui reste, malgré des réformes successives entamant son caractère démocratique et solidaire, une des conquêtes majeures du mouvement ouvrier du XXème siècle mis en place au lendemain de la Libération tel que le préconisait le programme du Conseil national de la Résistance. Comme nous avons su collectivement le faire au moment de la privatisation de La Poste ou sur les retraites, il est impératif d'atteindre rapidement l'unité nécessaire à la mise en place d'un véritable rapport de force en prenant appui sur le grand mouvement sur la Santé du 2 avril. De la multiplication des initiatives actuelles doit émerger une structure commune, l'unité doit être notre priorité.

Le report de la réforme sur la dépendance ne doit pas nous faire déposer les armes : l'idée phare du gouvernement est de commencer à rendre inéluctable la privatisation de la Sécurité sociale via le PLFSS 2012.

Cela nécessite donc, quelles qu'en soient les modalités et les difficultés, une mobilisation d'ampleur dès octobre. Mais la lutte idéologique et politique ne fait que commencer. **Les libéraux veulent la destruction du seul outil existant où l'on cotise suivant ces moyens et où l'on reçoit selon ses besoins. Le coup d'envoi vient d'être donné par le récent rapport de la Cour des comptes**, qui n'hésite pas à manipuler dans ses conclusions (les seules reprises par la presse) ses propres chiffres, trouvant ainsi le moyen de dénoncer un « déficit abyssal » de la Sécu, en des termes n'ayant rien à envier au pacte euro plus ! **[voir l'article de Jean-Claude en pages centrales]**

D'où la nécessité de ce comité national qui pourrait réfléchir autour de trois axes :

- 1. l'exigence d'une protection sociale de haut niveau**, garantissant à toutes et à tous des moyens de vie décents quelles que soient les difficultés rencontrées,
- 2. l'exigence de nouveaux droits démocratiques** en lien avec l'exercice effectif par toutes et tous des Droits fondamentaux,
- 3. l'exigence de services publics de qualité.**

Ce qui se joue en effet en France depuis quelques années est une véritable course contre la montre pour installer de plus en plus dans tous les domaines où intervient la Sécurité sociale - emploi, santé, retraites, famille -, un système assurantiel individualisé réduisant constamment le rôle du système collectif, solidaire, intergénérationnel et l'influence des salarié-e-s dans sa gestion.

***Nous appelons donc à un rassemblement citoyen de toutes les organisations syndicales, associatives, politiques,
« pour la défense de la Sécurité sociale, bien commun géré démocratiquement ».***

Cet appel est disponible sur www.convergence-sp.org et www.resistancesociale.fr

→ Accueil et scolarisation des jeunes enfants : un plan d'urgence ! (Birgit Hilpert)

Face à la déréglementation tous azimuts, « Pas de bébés à la consigne » porte toujours ses exigences

Le collectif, regroupant des organisations syndicales et des associations professionnelles, mais aussi familiales et féministes, poursuit sa bataille pour un accueil de qualité des jeunes enfants.

Depuis la création du collectif en mars 2009, les initiatives et les actions menées ont été multiples : pétitions, grèves, manifestations, débats... Malgré une mobilisation sans précédent dans le secteur de la petite enfance, le gouvernement a imposé sa politique de mise en cause quasiment sur tous les plans :

▶ Passant outre des acquis de connaissances psychologiques et pédagogiques des jeunes enfants, il continue de promouvoir des formations professionnelles à la baisse.

▶ Après avoir réduit la scolarisation des enfants de moins de trois ans à seulement 10 %, la création des jardins d'éveil pour concurrencer les crèches, la casse tout court de l'école maternelle continue.

▶ Derrière l'annonce médiatique de création des « places de garde », un ensemble de mesures a été mis en place pour « rentabiliser l'existant » : augmentation de l'accueil en sur-nombre, politique d'occupation des places en crèche pour « l'optimisation », création de 16 maisons d'assistantes maternelles et quatre assistantes maternelles sans les précautions et équipements d'une crèche), inclusion dans le

champ de la directive européenne « services » et poussée des entreprises de crèches.

Dans le secteur de la petite enfance, ces conditions d'accueil de plus en plus dégradées se traduisent par un épuisement et mal-être chez les professionnel-le-s ; beaucoup se posent la question de comment continuer à travailler correctement dans le contexte de dérégulation globale.

Malgré un décret publié il y a un peu plus d'un an, toutes ces mesures ne sont pas partout mises en œuvre ! L'existence du collectif qui a su sans doute convaincre certain-e-s élu-e-s et gestionnaires.

Évidemment, le collectif ne se limite pas à demander l'abrogation du dernier décret, la fin des jardins d'éveil ou des MAM.

En mars 2011, le collectif a publié un plan d'urgence en faveur de l'accueil de la Petite Enfance qui brosse un état des lieux de la déréglementation, chiffre les besoins en places d'accueil et avance des propositions concrètes, dont des éléments concernant la formation. Avec ce plan, l'interpellation des élu-e-s politiques continue, des rendez-vous ont déjà été pris ; des candidat-e-s aux présidentielles vont être contacté-e-s... Bref, dans la séquence électorale qui s'approche, le collectif annonce sa présence !

→ **Soutien** : Pour exiger avec « Pas de bébés à la consigne » un plan d'urgence pour un accueil de qualité en faveur de la petite enfance, signez et faites signer la pétition :

<http://www.pasdebebesalaconsigne.com/petition2011.php>



**Pas de bébés
à la consigne !**

Éducation : La crise a bon dos ! (Nicolas Wallet, SG FSU Paris)

Avec plus de 13 000 nouvelles suppressions de postes d'enseignants à cette rentrée, le gouvernement continue sa casse méthodique du service public d'éducation. Son dogme dévastateur de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ne tient aucun compte de la réalité des effectifs et des besoins des élèves.

Premier degré : 8 967 postes supprimés pour 8 300 élèves de plus. Second degré : 4 800 suppressions d'emplois pour 79 500 élèves supplémentaires attendus. Après avoir détruit les RASED en primaire, s'être attaqué aux moyens de remplacements, détruit toute formation professionnelle digne de ce nom, le ministère s'attaque au quotidien de la classe et à l'offre de formation. À tous les niveaux les effectifs sont en hausse continue alors que l'individualisation, la pédagogie différenciée, nécessiteraient des effectifs plus faibles et la possibilité d'alterner travail en grand et petits groupes. Dans le second degré, de moins en moins de dédoublements sont possibles et de nombreuses options sont supprimées.

Comme si cela ne suffisait pas, outre l'insuffisance des recrutements, ce sont aussi près de 1 000 postes au CAPES non pourvus cette année. La conséquence, c'est le développement des enseignants contractuels ou vacataires et même leur réapparition dans le premier degré.

Mais au-delà des suppressions de postes et des attaques statutaires, c'est une logique d'ensemble qui est fortement contestée par les personnels.

Éducation prioritaire, socle commun et son livret de compétences, Rased, sectorisation scolaire, orientation, réforme du lycée ... toutes les réformes de ces dernières années s'inscrivent dans une logique de renoncement assumé à la réussite de tous. L'État affiche clairement sa volonté de se désengager de la formation des plus fragiles et de les rendre responsables de leur propre échec.

Et pour masquer cette politique destructrice, le ministre fait croire à l'opinion qu'avec de la morale à l'école et des grandes vacances plus courtes on allait résoudre la question de l'échec scolaire !

S'il est difficile de rendre visibles les résultats de la mobilisation des enseignants, celle-ci a pu faire obstacle à nombre de projets et permis de convaincre une très forte majorité de l'opinion, des dangers de la politique gouvernementale.

La grève nationale unitaire du 27 septembre

sera une nouvelle étape d'un rapport de force qui pèsera inévitablement dans les échéances électorales à venir. Parce que l'éducation est un investissement, parce qu'il ne faut pas « moins d'école » mais « mieux d'école », cette mobilisation doit être massive.